



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Le 30 novembre 2016

Selon la vérificatrice générale, les ministères s'adonnent généralement à des pratiques d'approvisionnement prudentes

(TORONTO) Dans l'ensemble, les ministères que nous avons examinés adoptent généralement des pratiques d'approvisionnement équitables, concurrentielles et transparentes, affirme la vérificatrice générale, Bonnie Lysyk, dans son *Rapport annuel 2016*.

Le gouvernement dépense en moyenne 3,5 milliards de dollars par an pour acheter des biens et services. Chaque ministère détermine lui-même les biens et services dont il a besoin. Nous avons constaté que la plupart des ministères planifiaient et effectuaient leurs achats en régime de concurrence et que le prix des biens et services était généralement concurrentiel.

Cependant, le gouvernement engage souvent des experts-conseils externes en TI qui coûtent 40 000 \$ de plus par année et par personne que si le travail était fait par un employé permanent.

« Au cours des deux dernières années, les ministères ont soumis 3 200 demandes de soutien en TI. Quarante-vingt-dix pour cent de ces demandes ont été comblées par des experts-conseils, et le gouvernement a donc payé davantage que si le travail avait été fait par un personnel de TI permanent », a déclaré Mme Lysyk aujourd'hui, après le dépôt de son rapport à l'Assemblée législative.

Voici d'autres constatations importantes du rapport :

- Gestion de la chaîne d'approvisionnement Ontario, une division du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs qui aide les ministères à acheter des biens et services, ne disposait pas de l'information requise pour repérer les nouvelles possibilités d'achat en vrac qui permettraient de réaliser des économies dans l'avenir.
- Notre examen d'un échantillon d'achats des ministères a révélé que ceux-ci ne prenaient pas toujours la peine d'évaluer et de documenter le rendement des fournisseurs comme ils sont censés le faire. En effet, le rendement antérieur d'un fournisseur peut donner une idée des problèmes à prévoir dans l'avenir.
- Nous avons relevé des lacunes dans le mode d'acquisition des services d'experts-conseils en TI qui rendent le processus vulnérable à la fraude.

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(416) 327-1326

Le rapport est accessible à www.auditor.on.ca.

 @OntarioAuditor

Le Bureau de la vérificatrice générale de l'Ontario est un bureau indépendant de l'Assemblée législative qui mène des audits de l'optimisation des ressources et des audits financiers du gouvernement provincial et de ses ministères et organismes. Il audite également les organismes du secteur parapublic qui reçoivent un financement provincial. Sa vision est d'offrir une valeur et un niveau d'assurance exceptionnels aux députés à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics et à l'ensemble de la population ontarienne en faisant un travail de haute qualité qui favorise la responsabilisation, l'optimisation des ressources et une gouvernance efficace dans le secteur public de l'Ontario.